



REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES

COMMUNE DE PEZILLA-LA-RIVIERE

DECISION DU MAIRE N° 2026 / 001

OBJET : STAL ALU – REMPLACEMENT D’UNE FENÊTRE

Le Maire de la Commune de PEZILLA-LA-RIVIERE -66370-,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L.2122-22 ;
VU la délibération du Conseil Municipal n° 2020/056 du 8 juillet 2020 portant délégation permanentes du Conseil municipal au Maire tel que prévu à l'article L.2122-22 du CGCT par laquelle le conseil municipal donne délégation au maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres de travaux, de fournitures et de services ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dont le montant est inférieur au seuil de 90 000 € H.T ;
VU l'offre de l'entreprise STAL ALU, sise relais de la côte radieuse, 66140 CANET-EN-ROUSSILLON, pour les travaux de remplacement d'une fenêtre à la maison 3 rue Paul Astor, pour un montant de 2 146,23 € HT ;
CONSIDERANT que l'acte notarié de la parcelle voisine stipule le remplacement de la fenêtre actuelle par une menuiserie à châssis fixe, verres dormants et partie haute avec ouverture oscillo-battante.

DECIDE

ARTICLE 1 : de retenir l'offre de l'entreprise STAL ALU, sise relais de la côte radieuse, 66140 CANET-EN-ROUSSILLON, pour les travaux de remplacement d'une fenêtre à la maison 3 rue Paul Astor, pour un montant de 2 146,23 € HT ;

ARTICLE 2 : Il sera rendu compte de la présente décision au conseil municipal lors de sa prochaine séance conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de mairie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs, affichée en mairie et transmise :

- Préfecture des Pyrénées-Orientales
- Trésorerie de Saint-Estève

Fait à Pézilla la Rivière le 07/01/2026



Le Maire,


Jean-Paul BILLES

Publiée / affichée le : ...

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision qui peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER (9 rue PITOT - 34000 MONTPELLIER) dans les deux mois à compter de sa publication.